

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, Président de l'Eurogroupe, et Jean-Claude Trichet, Président de la Banque centrale européenne, sur la réaction concertée de l'Union européenne face à la crise financière internationale, à Paris le 12 octobre 2008.

LE PRESIDENT - Mesdames et Messieurs, la réunion que nous avons tenue aujourd'hui est exceptionnelle. C'est, en effet, la première fois que se réunissent, à l'initiative du Président de la Commission européenne, sous José Manuel BARROSO et de la Présidence du Conseil, les chefs d'État et de gouvernement de la zone euro, en présence du Président JUNCKER et du Président de la Banque centrale européenne. Nous avons voulu, ainsi, affirmer la solidarité qui nous unit dans cette crise et qui résulte d'une monnaie partagée, l'euro. Cette réunion est justifiée par la crise que nous affrontons, entrée, ces derniers jours, dans une phase qui rend intolérable les attermolements, les cavaliers seuls. Il faut des mesures concrètes, il faut de l'unité. C'est ce que nous avons réalisé aujourd'hui. Le plan que nous présentons aura vocation à s'appliquer dans chacun de nos États membres avec la flexibilité que rend nécessaire la diversité de nos systèmes financiers et de nos règles nationales. Mais c'est bien une action commune que nous entreprenons. Nous préservons ainsi l'unité du marché unique et de la zone euro. Ce plan traite toutes les dimensions de la crise financière. Que voulons-nous ? Redonner aux banques les moyens de prêter pour soutenir l'économie, pour permettre aux ménages d'emprunter pour leur logement ou leur consommation, pour donner aux entreprises les moyens des investissements nécessaires à la croissance. Il ne peut y avoir d'économie saine et de croissance durable sans un secteur financier solide. Il faut, pour cela, redonner aux banques la liquidité dont elles ont besoin, leur permettre de trouver des financements à moyen terme et renforcer leur fonds propres. C'est l'objet des mesures que nous adoptons aujourd'hui.

S'agissant de la liquidité, la Banque centrale européenne a pris des mesures vigoureuses. La semaine dernière, la baisse des taux concertée avec les autres banques centrales des pays développés et les modifications des règles d'appel d'offres ont créé un cadre plus favorable. Jean-Claude TRICHET nous a redit sa détermination absolue à tout mettre en oeuvre pour permettre le retour à la normale. Nous soutenons unanimement ces efforts. Au-delà, il convient d'assurer que les banques saines puissent trouver des conditions de financement qui permettent de soutenir ces efforts pour prêter aux entreprises et aux ménages. À cette fin, les gouvernements de la zone euro octroieront des garanties publiques à des opérations de refinancement bancaire. Ce dispositif temporaire, jusqu'au 31 décembre 2009, sera naturellement payant aux conditions de marché. Il ne s'agit pas de faire un cadeau aux banques mais de leur permettre de fonctionner car notre économie en dépend.

économique en Europe.

Dans le même esprit, nous leur demanderons, dans chacun de nos pays, des engagements clairs et concrets pour maintenir ou accroître le volume de crédit, en particulier au profit des ménages et des petites et moyennes entreprises. Par ailleurs, les États membres, qui le souhaiteront, pourront renforcer le capital des banques en souscrivant à des actions de préférence ou à des titres similaires. Avec une structure financière des banques plus forte, nous desserrons les contraintes qui pèsent sur les crédits. Là-encore, les États feront payer leur intervention à son juste prix. Enfin, nous réaffirmons notre absolue détermination à soutenir les banques dont la faillite mettrait en danger la solidité du système financier. Au cours des semaines passées, dans nombre de nos pays, nous avons ainsi sauvé plusieurs institutions. Naturellement, les managements défaillants seront écartés. Quant aux actionnaires imprévoyants, ils ne devront pas tirer profit de cette intervention publique. L'ensemble de ces mesures trouvera son plein effet dans un cadre réglementaire assoupli. Les normes comptables européennes créent un handicap pour nos banques comparées à leurs homologues américaines. Le Président de la Commission nous a indiqué que le prochain Conseil européen, le 15 et le 16 octobre, pourra constater que les mesures nécessaires seront prises.

Je voudrais remercier le Président BARROSO qui a joué un rôle essentiel pour l'adoption de ces nouvelles règles comptables, combien importantes pour notre système financier et nous étudierons à ce même Conseil européen, une proposition, c'est-à-dire mercredi prochain, pour créer un dispositif de crise articulée autour du Président de l'Union européenne, du Président de l'Eurogroupe, du Président de la Commission et du Président de la Banque centrale européenne de manière à ce qu'il y ait une cellule opérationnelle pour faire face à la crise. Aucune de ces mesures prises isolément ne sera à la hauteur de l'enjeu, aucun de nos pays agissant seul ne pourrait peser sur le cours des événements mais toutes ces mesures adoptées de manière cohérente par les États de la zone euro pourront nous donner l'avantage face à des marchés totalement dérégulés.

Ces mesures seront mises en oeuvre sans délai, en France, dès demain avec le Premier ministre, François FILLON, nous réunirons un Conseil des ministres exceptionnel en début d'après-midi. Ce Conseil des ministres adoptera les textes nécessaires à leur transposition. Je voudrais vous annoncer qu'à la même heure, l'Allemagne et l'Italie, et d'autres présenteront également leur dispositif national.

Ce soir, c'est le temps de l'Europe et de l'unité, dès demain nous déclinerons, dans chacun de nos pays, les mesures nationales.

Les banques, les opérateurs de marché doivent mesurer l'importance de l'enjeu. Nous attendons d'eux un sens des responsabilités au moins égal à celui manifesté par les autorités de la zone euro qui font un effort absolument sans précédent pour juguler la crise. Notre unité et notre détermination sont totales. Je veux dire à nos concitoyens de tous les pays d'Europe qu'ils peuvent avoir et qu'ils doivent avoir confiance.

M. JOSE MANUEL BARROSO - Merci. Je crois qu'aujourd'hui nous avons fait preuve de la capacité d'agir ensemble pour établir la confiance. C'est, bien sûr, un processus d'une grande complexité mais la vérité est que c'était possible aujourd'hui d'élaborer un programme plus concret pour la zone euro. Je tiens à saluer particulièrement le travail de la Présidence française, notamment l'initiative du Président SARKOZY, le travail des États membres de la zone euro en étroite coopération avec la Commission européenne. Je veux aussi saluer et montrer notre entier appui aux initiatives prises par la Banque centrale européenne.

Les décisions prises aujourd'hui sont une étape essentielle dans un processus très urgent, on peut dire qui a commencé ici, à Paris, le week-end dernier. Ce processus s'est poursuivi avec les conclusions du Conseil ECOFIN, le 7 octobre et il va aussi connaître maintenant les décisions à prendre par le Conseil européen de mercredi et de jeudi.

Les actions prises au sein de la zone euro et des autres États membres de l'Union doivent être efficaces. Elles doivent se renforcer mutuellement. Comme l'a dit le Président SARKOZY, c'est très important que les différentes actions des différents États membres puissent avoir un même cadre de référence. La clé de la réussite est de tailler des solutions spécifiques pour chaque

situation spécifique. Les problèmes des banques sont différents selon les pays. Les résultats de la réunion d'aujourd'hui vont nous permettre d'être sûrs que ce que fait l'un contribue aussi aux efforts des autres au lieu de poser des problèmes pour les voisins. Je crois que c'est très important l'annonce faite aujourd'hui par plusieurs États membres que, dès demain, ils vont, dans le cadre commun qui a été défini, prendre leurs décisions. Mais ce seront des décisions compatibles, des décisions qui seront cohérentes avec un même cadre de référence.

Je voudrais saluer quelques aspects en particulier. Les décisions prises vont au coeur des défis les plus fondamentaux auxquels nous sommes confrontés. La liquidité et la recapitalisation sont les huiles sans lesquelles les marchés financiers ne peuvent pas jouer leur vrai rôle moteur pour la croissance et pour l'emploi. Tous les éléments-clés sont couverts : les actions pour garantir une liquidité suffisante des banques et redémarrer les marchés interbancaires, un soutien par les gouvernements au capital des institutions financières à des conditions compatibles avec nos règles et aussi, on l'a déjà annoncé, la protection des épargnants autrement dit la défense des citoyens et des familles européennes.

La Commission présentera, avant même le débat du Conseil Européen, sa proposition législative destinée à donner un cadre européen à cette protection des dépôts. Nous avons aussi déjà mis en marche la procédure nécessaire pour déclencher les modifications en matière de règles comptables qui vont déjà s'appliquer aux rapports de nos entreprises de ce troisième trimestre de 2008. C'est un sujet auquel j'attribue la plus grande importance. Vous savez, c'est une procédure qui doit être menée à bien entre les trois institutions Commission européenne, Conseil européen et Parlement européen.

Depuis le début de cette crise, nous avons activement travaillé pour une réponse européenne. Coordonner d'une façon étroite et sans précédent pour faire face aussi à une crise sans précédent. Nous pensons que c'est très important d'assurer cette cohérence, c'est pourquoi nous voyons notre travail comme celui d'un pont, d'un trait d'union entre les différentes initiatives et entre tous les acteurs y compris, bien sûr, ceux de la zone euro et les autres pays membres, la Grande-Bretagne.

Aujourd'hui, je suis convaincu que nous avons fait un bon pari pour l'Europe, pour nos citoyens et pour nos entreprises. Il faut tenir nos engagements. Les États membres doivent maintenant utiliser la base commune créée cette semaine de façon à réinstaurer la confiance et mettre fin au pessimisme excessif des marchés que nous avons vu ces derniers jours. Nous pensons que c'est un processus complexe, un processus difficile mais nous pensons que c'est essentiel pour un rétablissement progressif de la confiance, l'action coordonnée des États membres et, bien sûr, des institutions européennes. Encore une fois, je tiens à féliciter le Président SARKOZY pour son initiative qui nous a permis, je suis sûr, de faire aujourd'hui un grand pas en avant.

LE PRESIDENT - Jean-Claude TRICHET.

M. JEAN-CLAUDE TRICHET - Merci Monsieur le Président. Vous avez indiqué ce qui a été décidé aujourd'hui. C'est-à-dire des principes et des orientations qui vont permettre à chaque gouvernement de prendre des décisions. Je dois dire que je suis impressionné par ce qui a été décidé aujourd'hui par les gouvernements. J'ai, moi-même, indiqué que la Banque centrale européenne avait pris beaucoup de décisions pour assurer la liquidité des banques dans des conditions qui ont été observées dans le monde entier comme étant très importantes, très précoces. Nous avons probablement été parmi les plus précoces dans l'identification de la crise. Mais j'ai dit aussi très clairement au Président SARKOZY que nous ne pouvions pas, nous-mêmes, aller plus loin ou aller beaucoup plus loin et que nous allions aller plus loin, bien sûr, mais que les gouvernements avaient certainement une part très importante à jouer dans la période présente. Encore une fois, je suis très impressionné par l'ampleur des décisions et des orientations qui ont été prises, par l'expression d'unité qui s'est manifesté sous la Présidence de M. SARKOZY. Je suis aussi très impressionné, je dois dire, par la coopération intime qui s'est établie entre les institutions européennes et la Présidence. Et je voudrais dire combien je soutiens toutes les initiatives et les décisions qui ont été prises par la Commission et je voudrais aussi indiquer devant le Président JUNCKER que la force de l'unité que nous avons manifestée

aujourd'hui est un élément que, je crois, fondamental de la confiance. Ceci dit, il nous reste beaucoup de choses à faire et beaucoup de choses à faire du côté de la Banque centrale européenne elle-même, en particulier dans l'amélioration de notre propre système de garanties pour être sûrs que nous sommes à la hauteur des responsabilités que nous imposent les circonstances.

M. JEAN-CLAUDE JUNCKER - L'extrême gravité de la situation et donc de l'enjeu, a rendu nécessaire la réunion d'aujourd'hui qui est historique dans la mesure où c'est la première réunion de l'Eurogroupe au niveau des chefs d'État et de gouvernement depuis l'avènement de la monnaie unique. Comme l'enjeu est grave, il fallait agir vite et la Présidence française, le Président de la République, Nicolas SARKOZY, appuyé par les autres présidents qui enrichissent le paysage européen, a agi vite. Il fallait agir de façon coordonnée puisqu'il devient chaque jour plus évident que les seules interventions purement nationales ne sont pas pertinentes. Il fallait agir de façon coordonnée parce qu'une façon désordonnée d'agir nuirait à l'ensemble de nos ambitions et mettrait à mal les logiques et les ambitions du marché intérieur et, au-delà, l'ambition même de la monnaie unique et le cortège de toutes les conséquences positives que nous pouvons tirer de l'existence de l'euro. Imaginez-vous un seul instant qu'au beau milieu de cette crise nous soyons toujours avec 15 ou 16 monnaies nationales. Ce serait un désencrage total de ce qui fût le système monétaire européen. C'eût été la déstabilisation entière de notre système. Nous avons, sur proposition française, agi ce soir de manière complète puisque nous pensons qu'un seul instrument de réaction à la crise ne suffit pas. Nous avons adopté ce soir plusieurs instruments : une boîte à outils qui est à la disposition des États membres pour y puiser, dans le cadre d'une réglementation et d'une prise de décision européenne communément et solidairement acceptée. Nous ne volons pas au secours des banquiers. Nous travaillons pour l'Europe, pour ses citoyens, pour les consommateurs, pour les entreprises. Je n'aime pas cette façon de présenter nos actions comme nous voulons puiser dans les caisses publiques pour venir au secours des banques. Nous appuyons les banques. Nous ne voulons pas que des banques tombent en faillite mais nous ne le faisons pas pour le plaisir de le faire ou pour le plaisir de faire plaisir aux banques, nous le faisons parce que nous sommes en charge des nobles intérêts de nos citoyens. Et nous sommes conscients du fait que, parlant de la crise financière, nous devons réagir solidairement pour éviter d'autres crises. Après la crise financièrement maîtrisée, serait venue, viendra peut-être, la crise politique. Les citoyens européens sont en train de perdre confiance dans le modèle qui est le nôtre. Par conséquent, nous n'avons pas le droit d'échouer et nous n'échouerons pas.

QUESTION - Une question pour le Président SARKOZY et M. JUNCKER. On assiste à des choses un peu extraordinaires en ce moment. On voit le Royaume-Uni qui vient faire pleurer : « Europe bobo », on voit Mme MERKEL qui rechigne, qui a du mal à rentrer dans cette machine communautaire et on voit, vous l'avez dit, ce sommet historique de l'Eurogroupe à ce niveau-là. Est-ce que tout ceci n'est pas la preuve qu'il est temps de passer à autre chose et en même temps de montrer les difficultés de passer à autre chose, c'est-à-dire un véritable gouvernement économique au niveau européen ?

LE PRÉSIDENT - D'abord, je voudrais rappeler que la crise n'est pas née en Europe, la crise est née aux États-Unis. Elle est maintenant une crise mondiale. La question des structures européennes viendra un jour. Mais, pour l'instant, nous sommes en situation d'urgence. Pour réformer un système financier international qui a besoin de l'être. Comment a-t-on fait, avec notamment mes trois partenaires ici ? On a d'abord, il y a huit jours, réuni les 4 plus grands pays avec le Président de l'Eurogroupe, le Président de la Commission et le Président de la Banque centrale. On s'est mis d'accord sur des principes. Ce soir, nous avons mis d'accord la zone euro. Mercredi, je l'espère, nous mettrons d'accord toute l'Europe. Puis, nous irons convaincre nos alliés américains de la nécessité d'un sommet international pour refonder le système financier international. C'est cela que nous avons essayé de faire. Je veux dire d'ailleurs que si nous avons eu une réunion de travail avec Gordon BROWN, c'est qu'il ne fait pas partie de la zone euro, mais nous voulions que l'unité aille au-delà des divisions traditionnelles entre d'un côté le modèle dit anglo-saxon et de l'autre le modèle européen. Et je dois, à la vérité, de dire que nous n'avons

un angle saharien et de l'autre le modèle européen. Et je dis, à la vérité, de dire que nous n'avons eu aucun mal à nous mettre d'accord. Et c'était doublement historique d'inviter également le Premier ministre britannique à venir s'exprimer devant l'ensemble des États de la zone euro. Quant à Mme MERKEL, on a travaillé une grande partie de la journée d'hier, on a travaillé, je dois dire, jour et nuit avec ses collaborateurs. Et vous savez, ce n'est pas un hasard, si avec le Premier ministre, nous tiendrons demain une conférence de presse et un Conseil des ministres à la même heure. Le Conseil des ministres allemand aura lieu un peu plus tôt mais la conférence de presse aura lieu au même moment. Nous connaissons parfaitement ce que seront les annonces du gouvernement allemand pour l'Allemagne et ils connaissent parfaitement ce que seront les annonces du gouvernement français pour la France. Je veux dire que, également, les Italiens, également les Autrichiens et d'autres, cette crise mondiale, au lieu de faire éclater l'Europe, a renforcé la nécessité entre nous de nous parler, de nous comprendre, de trouver des compromis. Ce n'est pas si facile. Nous n'avons pas les mêmes traditions. Nous n'avons pour certains pas la même monnaie. Nous n'avons pas les mêmes régulateurs. Il a fallu, avec la crise en quelques jours, en quelques heures, de jour et de nuit, apprendre et comprendre les problèmes des autres et trouver une solution commune. Et comme l'a très bien dit Jean-Claude JUNCKER, on s'est mis d'accord sur un dispositif complet : les fonds propres, les garanties et, écoutez, extraordinaire, les normes comptables. Car je peux vous dire, par exemple sur la réforme des normes comptables pour la comptabilisation des actifs des banques, nous avons obtenu l'accord du Premier ministre britannique sur la proposition que nous ferons mercredi avec le Président BARROSO. Cela aussi, c'est historique et cela montre que chacun, à sa manière, a voulu être à la hauteur d'une crise extraordinaire. Alors on s'est posé la question avec le Premier ministre François FILLON : est-ce qu'on devait nous-mêmes, les Français, annoncer ce soir les conséquences que nous allons tirer de cela ? Et nous avons pensé, en accord avec nos partenaires que ce soir, ce devait être l'heure de l'Europe qui affiche son unité. Demain, ce sera l'heure de chaque nation qui tirera les conséquences de ce que l'Europe a décidé. Et c'est pour cela que nous l'avons fait ainsi. J'ajoute un dernier point, c'est que nous nous sommes engagés, avec le Premier ministre, à ce que toutes les décisions que nous annoncerons demain seront efficaces, y compris dans leur traduction législative avant la fin de la semaine. Et nous le faisons, je le dis, le Président de la Banque centrale le sait bien, ensemble. Et le Premier ministre aura à proposer au Parlement français un ordre du jour exceptionnel, compte tenu de la situation pour associer la représentation parlementaire à ce que nous sommes amenés de décider. Je vous garantis que cela a demandé pour chacun énormément d'efforts et beaucoup de sens des responsabilités.

M. JEAN-CLAUDE JUNCKER - Dire que l'Europe a besoin d'un gouvernement économique serait une invitation qui ne nous mènerait nulle part aujourd'hui puisqu'il s'agirait là d'une valeur d'affichage. Nous préférons, Nicolas SARKOZY, les deux autres présidents et moi-même, le contenu à la forme. Je dois vous dire que je m'occupe des affaires communautaires, comme on dit vulgairement, depuis 1982. Jamais, depuis que j'occupe différentes fonctions primo-ministérielles et de ministre des finances, je n'ai vu l'Europe être gouvernée avec autant d'intensité que tel en est le cas maintenant. Nous avons réuni il y a une semaine l'ECOFIN qui endossé les conclusions qui furent celles du G4 qui a siégé sous l'autorité du Président, il y a une semaine à Paris. Nous avons alimenté les travaux du G7 par des propositions propres à l'Europe. Nous nous réunissons aujourd'hui après avoir téléphoné, je ne sais pas combien de centaines de fois, à tous nos collègues. J'ai écrit une lettre aux autres ministres des finances de la zone euro, mercredi passé, pour les inviter à nous faire savoir, discuter avec nous, le Président de la Banque centrale, le Président de la Commission et moi-même, tous les plans nationaux qui ont été sur base des conclusions de l'ECOFIN annoncées en cours de semaine. Rien ne fût annoncé en Europe qui ne le fût pas d'une façon concertée avec ceux qui sont en charge. Nous assistons non pas à un gouvernement économique au sens franco-français du terme mais je ne vois pas très bien la différence entre ce que vous souhaitez et ce que nous faisons.

QUESTION - Je voudrais poser deux questions. Est-ce que la BCE va fournir un système de facilités pour les billets de trésorerie et est-ce que vous demandez aux gouvernements de garantir les emprunts interbancaires ?

M. JEAN-CLAUDE TRICHET - En ce qui concerne l'amélioration de notre système de garantie, nous avons déjà la possibilité et nous l'avons depuis le début, d'accepter le papier privé, en ce qui concerne nos refinancements pour les banques commerciales. Et ceci faisait l'une des caractéristiques principales de la Banque centrale européenne par rapport aux autres banques centrales qui n'acceptaient que le papier public et n'acceptaient pas le papier privé, notamment les commercial papers. Ce que nous allons regarder, c'est comment, le cas échéant, en prenant les règles que nous avons actuellement, comment élargir ces règles de manière à avoir un système de garanties qui sera plus ouvert encore qu'il ne l'est aujourd'hui. Ceci est vrai encore aujourd'hui pour le commercial paper qui est mentionné dans le communiqué, parce que le papier commercial a été considéré par un certain nombre de membres de l'Eurogroupe comme étant important et je leur ai dit que nous allions regarder ça immédiatement. Mais il y a d'autres éléments dans l'amélioration de notre système de garanties que nous regardons immédiatement aussi et cela fait partie de l'ensemble de ces orientations qui ont été retenues. En ce qui concerne les garanties peut-être, ce sont des garanties d'Etat...

LE PRESIDENT - Pour les garanties, qu'est-ce que nous avons voulu faire ? C'est assez simple. Quelle est la crise ? Manque de liquidités, la Banque centrale y pourvoit de toutes ses forces et ce qu'a dit Jean-Claude TRICHET est très important. Manque de confiance, les banques ont besoin qu'on leur prête de l'argent pour qu'elles-mêmes puissent prêter au particulier qui veut acheter son appartement ou à l'entreprise qui veut investir. Eh bien, pour que cette confiance soit rétablie, les États auront la possibilité de garantir les prêts que feront ces banques. Garantir sous différentes formes, pour cinq ans, et c'est très important car nous voulons stabiliser le système bancaire et le système financier en donnant de la durée et de la visibilité. Je le dis aux Français comme aux Européens : c'est leur épargne qui est protégée, c'est leur emploi qui est protégé quand nous faisons cela. Ces garanties seront rémunérées selon le taux du marché, selon la qualité ou non du risque de la banque car il ne s'agit pas de privilégier ceux qui ont fait des erreurs, comme l'a dit le Président BARROSO, par rapport à ceux qui n'en ont pas fait. Et si nous faisons cela, c'est parce que dans cette période si troublée, l'ensemble des agents économiques manifestent leur confiance dans l'État, dans les États. Et donc les États vont garantir. Chacun pourra choisir, comme l'a dit Jean-Claude, dans la boîte à outils, la manière dont il doit garantir. Mais nous voulons remettre de l'argent pour que le circuit économique fonctionne, pour qu'en plus de la crise financière, nous n'ayons pas économique, pour que tout ceci refonctionne, et qu'une fois que les choses seront calmées, chacun reprendra alors son métier de base. Mais, en situation d'urgence, il fallait prendre des responsabilités. Nous avons parfaitement conscience d'être les seuls à pouvoir les prendre et à les assumer. Et voilà ce que nous avons décidé de faire. Ce n'était pas si simple par rapport aux convictions d'origine des uns et des autres. Le point d'arrivée est un point exceptionnellement ambitieux. Vous le verrez d'ailleurs demain après les annonces des uns des autres. C'est dans le communiqué.

M. JOSE MANUEL BARROSO - Peut-être plus précisément par rapport à la question que vous avez posée, vous pourrez lire tous les détails dans le communiqué. Parce que, effectivement, il s'agit là d'un accord très important afin de compléter les actions prises par la BCE sur le marché interbancaire, monétaire, les gouvernements de la zone euro sont disposés à prendre des mesures de manière concertée et appropriée afin d'améliorer le fonctionnement du marché pour les activités à long terme.

Nous saluons les initiatives présentées dans certains États membres afin de faciliter le financement à moyen terme des banques, particulièrement en achetant des actifs de haute qualité ou en échangeant des titres gouvernementaux et les détériorations des conditions financières au cours des dernières semaines nécessitent des actions coordonnées supplémentaires. Dans ce but, le gouvernement mettra à disposition pendant une période intérimaire et selon des conditions commerciales appropriées, directement ou indirectement, une garantie gouvernementale des assurances ou des acquisitions directes ainsi que d'autres dispositions similaires, de moyen terme, jusqu'à cinq ans, en matière d'émission de dette senior par les banques.

Voilà, je pense que vous devriez jeter un coup d'oeil au texte et aux conclusions. Mais, comme l'a dit le Président SARKOZY, il est important d'envoyer un signal clair, comme quoi, à part les initiatives qui ont déjà été prises, les gouvernements de l'eurozone sont maintenant prêts à agir de manière concertée et coordonnée et de manière cohérente afin de réagir et de relever ce défi.

QUESTION - Une question à M. TRICHET si vous le permettez ? Dans le projet de conclusions qui nous a été distribué, entre crochets, figurait un passage qui vous concernait à propos des prêts à des établissements non financiers. Et, finalement, il semblerait que vous soyez opposé à ce type de prêt. Disons que cela posait un problème légal. Est-ce que vous pourriez nous en dire un peu plus ? Et une question à M. SARKOZY à propos du régulateur européen. Le Premier ministre belge a dit, en sortant, sa déception de ne pas voir mention, dans les conclusions finales, de ce régulateur européen qu'il souhaite. Donc, je voudrais savoir si cela c'est quelque chose qui est enterré, renvoyé à un comité d'étude, etc.

LE PRESIDENT - Avec moi, il y a peu de choses qui sont enterrées. On ne peut pas avoir tous les reproches à la fois. Et la déception du Premier ministre belge, elle sera de courte durée puisqu'il sait, comme moi, puisque je le lui ai dit, qu'avec le Président BARROSO nous ferons des propositions dès mercredi au Conseil européen.

Mais, voyez-vous, il m'a semblé plus logique de prendre la décision avec tous les Européens plutôt qu'avec une partie de l'Europe sur le sujet de la régulation européenne.

Donc, cette déception je ne l'ai pas ressentie dans la réunion que j'ai vécue. Mercredi, au Conseil européen, nous ferons des propositions précises sur le sujet. Je sais que la volonté du Président BARROSO était très ambitieuse sur ce sujet, il sait pouvoir compter sur mon soutien le plus total. Mais, enfin, à partir du moment où il y a un Conseil européen, mercredi, jeudi, cela était quand même plus logique de garder cette partie-là pour le Conseil de mercredi et jeudi.

M. JEAN-CLAUDE TRICHET - En ce qui concerne la première question que vous avez posée, nous avons été, en effet, sur la base d'une analyse juridique que nous avons faite, portés à la conclusion que notre propre dispositif ne nous permettait pas de faire ce qui était envisagé. Donc, nous avons trouvé une bonne rédaction qui a été unanime pour permettre d'améliorer encore une fois la situation. En particulier, par l'élargissement de notre système de garanties, particulièrement dirigé vers ce type de papier.

LE PRESIDENT - Monsieur QUATREMER, c'est la même source qui a vous donné le papier n°4. Si, certainement, Monsieur QUATREMER. On peut même vous donner le prénom de la source. C'est le papier n°4, nous nous sommes mis d'accord. Je crois qu'il y en a eu 6 ou 7, ce qui est tout à fait normal. Je ne sais pas si vous vous rendez compte. Et je voudrais rendre hommage à tous nos collaborateurs. C'est qu'en quelques jours, il fallu mettre d'accord tant de personnes. Il y a donc des papiers qui ont circulé. Dans cette version 4 que je connais un tout petit peu - j'ai prêté un tout petit peu la plume à cela -, comme je n'étais pas sûr du point d'atterrissage, on l'avait mis dans la version que vous avez certainement. Elle est entre crochets, ce qui était donc bien qu'elle n'était pas définitive y compris dans la version 4. Mon ambition, c'était que l'on se mette d'accord. Alors, il y a eu pas mal d'idées sur la table. Il n'y a pas eu de drame là-dessus et le Président de la BCE a proposé à la lecture de ce paragraphe une autre version que nous avons intégrée sans aucun problème.

Si votre source a dit que nous avons discuté, que l'on a cherché, oui. Mais ceux qui ont donné la source ne sont pas forcément ceux qui ont le plus travaillé.

On n'avait pas le temps de sortir pour aller parler Monsieur QUATREMER, on était dans la mine.

QUESTION - Monsieur le Président français, une question pour vous. Est-ce que l'on joue ici à quitte ou double ? Je veux dire : samedi, j'étais déjà à Paris, je vous ai entendu, lundi, j'étais à Luxembourg, j'ai entendu M. JUNCKER, disant des choses très positives sur l'approche de l'Europe, mardi, il y avait l'ECOFIN, vendredi, il y avait le G7, samedi, il y avait le G20 et maintenant si les marchés continuent sur leur élan en baisse, alors vous avez tout perdu, je suppose, tout à raté ?

LE PRESIDENT - Je suis certain que si on n'avait pas fait les réunions, vous me diriez : mais qu'est-ce que vous faisiez M. SARKOZY ? On est 27 en Europe, ce n'est pas si simple de mettre les gens d'accord. D'abord, on ne joue pas, ni à quitte, ni à double. On ne joue pas du tout parce

les gens d'accord. D'accord, on ne joue pas, ni à quarte, ni à double. On ne joue pas de tous, parce que l'on a parfaitement conscience, que derrière ce que l'on fait, il y a l'emploi, l'épargne, la défense de nos idées et de nos convictions. On essaye d'être à la hauteur de nos responsabilités et de prendre ces responsabilités, Monsieur.

Ce qui est important, c'est que cela progresse. Et ce ne sont pas les marchés qui décident en dernière analyse. On se dote des moyens de réagir à des marchés qui ne fonctionnent plus comme des marchés, pour amener le calme et pour prendre les bonnes décisions le moment où on doit les prendre. Alors à partir de ce moment-là, c'est que l'on a décidé d'engager demain des décisions de très grande importance et de très grande ampleur qui seront prises par la quasi-totalité des États membres. Vous verrez, à ce moment-là, l'utilité de la réunion de ce soir.

On a débattu ensemble, il faut dire les choses. Devons-nous annoncer des chiffres ce soir pour crédibiliser en quelque sorte ce que nous avons fait ? Nous n'avons pas souhaité le faire parce que l'organisation de l'Europe, telle qu'elle est repose, sur un engagement des États. Nous sommes des démocraties, nous devons rendre des comptes, nous devons prendre des contacts et donc, le temps des décisions, en quelque sorte chiffrées, Monsieur, c'est demain.

Donc la question pour nous n'est pas de savoir quelle sera la réaction demain, la question pour nous sera de savoir sur le temps, les jours et les semaines qui viennent comment nous aurons réussi à stabiliser le système. Et après, Monsieur, un dernier, c'est les conséquences que l'on en tirera. Je peux vous dire une chose et je le dis aux Européens, cette crise ne restera pas sans conséquence sur nos principes, sur notre organisation car je n'aimerais pas que d'autres, plus tard, à la place qui est la nôtre, vivent ce que nous avons vécu. C'est à ce moment-là que l'on pourra dire : "est-ce que ce qu'ils ont fait était utile ou pas ? " Moi, je ne regrette pas le G4. Je ne regrette pas le G15. Vous savez quand on a téléphoné à José Manuel BARROSO et moi aux autres, je me souviens que j'ai eu M. TRICHET et M. JUNCKER, extrêmement tôt le matin à une heure...Eux-mêmes ont réfléchi, en me disant : "Nicolas, est-ce que tu es sûr qu'on aura un accord, est-ce que tu es sûr qu'on y arrivera ?" J'ai dit : ce dont je suis sûr, c'est que si l'on ne fait pas cette réunion, on n'y arrivera pas. C'est bien la question que vous m'avez posée même deux jour avant, José Manuel quand on l'a prise cette responsabilité. A un moment donné, il faut qu'il y ait des gens qui prennent des responsabilités et qui prennent le risque d'échouer. Parce que si l'on ne prend pas ce risque, on ne prend pas le risque de réussir. Face à une crise de cette ampleur, ne rien faire, ne pas se réunir, ne pas décider ce que nous avons décidé qui est extrêmement ambitieux, extrêmement important, cela eut été irresponsable.

Pour le reste, je respecte les choses et je n'ai jamais dit : parce qu'il y avait la crise on n'avait pas le droit de débattre. Bien au contraire. C'est parfaitement normal qu'on réponde à vos questions. C'est parfaitement normal qu'il y ait un débat. Mais il y a ceux qui doivent commenter, c'est votre rôle, puis il y a ceux qui doivent agir. Pour moi, la seule question qui se pose est : est-ce que la Présidence française est à la hauteur de la gravité de la crise ?

Pour cela, on verra dans les semaines et les mois qui viennent si, oui ou non, vous pourrez, dans vos commentaires, répondre oui.

M. JEAN-CLAUDE JUNKER - J'ajouterais que si la Présidence française, le Président français, n'avait pas pris le risque de convoquer cette réunion, il aurait pris un très grand risque.

M. JOSE MANUEL BARROSO - J'aimerais seulement ajouter un point très important aussi. Nous faisons notre partie de travail en Europe mais ce n'est pas simplement un problème européen. Donc, il faut, dans l'analyse, garder cela à l'esprit. C'est-à-dire un problème qui n'a pas commencé en Europe comme vous le savez, effectivement, comme on a discuté pendant la réunion, comme le Président SARKOZY l'a dit tout à l'heure. Nous essayons maintenant d'avoir, nous sommes très proches d'avoir une position pour tous les États membres. Je crois que les bases sont là. Mais il faudra aussi en discuter avec d'autres, notamment avec nos amis américains. Et d'autres. J'attire votre attention sur le niveau de détails auquel sont arrivés les ministres du G7, des finances, hier et avant-hier et notre niveau de détail, c'est compatible. Nous avons approuvé aujourd'hui cette compatibilité, bien sûr avec les décisions que nos ministres des finances ont prises, mais, en Europe, nous sommes allés bien au-delà de ces principes généraux. Mais il faudra aussi, après, conclure le travail. C'est pourquoi, je voudrais souligner ce point :

nous n'attendrons pas une solution miracle immédiate. Notre analyse et nous avons fait une analyse très poussée grâce aussi à la contribution exceptionnelle de Jean-Claude TRICHET, notre analyse n'est pas un miracle immédiat mais notre analyse c'est que nous sommes en train de répondre, au niveau européen, avec un grand niveau de détail et de concret et nous espérons aussi engager d'autres pour une réponse globale pour un problème global qui est un problème, nous le reconnaissons tous, extrêmement complexe et sans précédent.

LE PRESIDENT - Nous avons des relations multiples avec les Américains et je vous dirais qu'une fois que l'Europe aura adopté totalement, enfin les 27, une position commune, nous irons convaincre les Américains de la nécessité du G8+ que nous demandons, de façon à faire triompher les idées européennes. Après tout ce qui s'est passé, il me semble que des conséquences et des conclusions très profondes de changement doivent être engagées. Et croyez bien que nous ne sommes pas décidés en Europe à laisser tout cela continuer de cette façon. Voyez bien, il y aura des responsables qui devront assumer leurs responsabilités. Il y aura des remises en cause et des changements. Pour l'instant, on est à gérer la crise et à sortir de la crise et à ramener la confiance. Puis, il faudra rebâtir un véritable système et le faire sur des valeurs qui sont celles des entrepreneurs d'un vrai capitalisme et pas des spéculateurs. Et ceux qui nous ont mis dans la situation et qui ont mis le monde dans la situation où il se trouve, ils devront rendre des comptes. Cela c'est aussi la démocratie.

Mesdames et Messieurs, peut-être, demain nous nous reverrons tous et nous avons peur de vous laisser. A moins que ce ne soit nous. Merci de ce dimanche que vous nous avez consacré. Au revoir.